

Contribution proposée par la section de Guilers « Retrouvons le peuple »

En préambule, nous établissons une distinction entre « le peuple » et « les classes populaires » dans la mesure où, dans la plupart des discours, cette dernière expression renvoie aux classes sociales les plus défavorisées alors que le peuple engloberait plutôt l'ensemble des classes sociales et leur diversité. Nous tentons donc dans cette motion d'identifier quelques pistes, selon nous essentielles, permettant d'expliquer un abandon du PS par le peuple et éventuellement d'envisager des conditions de retour de celui-ci.

1. Des conflits d'ambition entre cadres nationaux, régionaux, départementaux et locaux

Dans ce cadre, même si ce constat n'explique qu'à la marge le phénomène de désaffection de notre parti, il semble que de nombreux élus ou responsables de structures politiques quittent le PS pour des questions d'opportunité électorale. La préoccupation de certains de nos camarades étant implicitement ou explicitement d'obtenir un poste d'élu au niveau national, régional, départemental ou simplement local, l'absence d'une véritable limitation du nombre de mandats et d'une réforme profonde du cumul de ceux-ci, incite un certain nombre d'entre eux à quitter le PS.

Certains de nos camarades choisissent donc de se tourner vers d'autres partis ou organisations politiques car notre parti n'offre pas suffisamment de perspectives d'évolution dans la quête de mandats nationaux, régionaux ou municipaux.

Ce phénomène a été particulièrement prégnant en 2017 quand Emmanuel Macron est devenu président de la république. Parfois par conviction, parfois par opportunité- dans l'espoir de pouvoir être candidat à une élection nationale et surtout locale- plusieurs de nos adhérents ont rejoint « La République en Marche ». Ce phénomène a été exacerbé du fait de l'implantation locale inexistante du parti d'Emmanuel Macron.

Certains cadres ont ainsi investi après 2017 « Génération » et des groupements écologistes. D'autres se sont tournés vers la nouvelle majorité présidentielle et sont devenus ministres.

Cela signifie-t-il qu'ils ont radicalement changé leurs convictions et leurs priorités ? Ceci est très largement discutable. Nous pouvons faire l'hypothèse que le nouvel environnement du PS, à l'issue de la présidentielle, dont le candidat en 2017 représentait l'aile gauche, ne permettait plus l'expression de leurs idées. L'exemple de cette quête de mandats est particulièrement appréhendable par le parcours effectué par Manuel Valls.

Candidat malheureux à la primaire de 2017, puis ensuite éliminé lors de l'élection municipale de Barcelone, il a souhaité sans succès entrer au gouvernement. Plus près de nous, la démission du 1^{er} secrétaire de la Fédération 29, suivie de son adhésion à la nouvelle majorité présidentielle, relève de la même logique : leur horizon politique étant compromis, certains responsables recherchent un environnement nouveau sans que l'on ne sache précisément si leurs valeurs et convictions ont notablement évolué.

La désertion de certains de ces cadres a été très mal vécue dans nombre de sections où nos militants s'interrogeaient sur la sincérité de l'engagement des dits cadres : perdre dans le même temps le leader de l'aile gauche du PS (Benôit Hamon) et celui de son aile droite (Manuel Valls) a constitué une épreuve pour nombre de militants qui, plus ou moins désabusés, se sont mis en retrait de notre parti.

Cette question du cumul des mandats reste toutefois une question éminemment difficile à régler : il relève de l'évidence que certains leaders politiques particulièrement charismatiques permettent à d'obtenir la victoire alors que le turn-over consécutif au non cumul des mandats impliquerait souvent un échec de leur camp.

Pour autant, notre conviction est qu'il existe des causes beaucoup plus profondes de l'abandon du PS par le peuple.

2. Le mandat de François Hollande

En premier lieu, l'évaluation du mandat de François Hollande, très négative pour l'ensemble des médias, ne correspond probablement pas à la réalité de ce qui a été accompli. La baisse du chômage, effective sous le mandat d'E Macron est pour partie due aux mesures et dispositifs mis en place par Jean-Marc Ayrault et Manuel Valls.

Toutefois, deux éléments sont restés totalement incompris des classes populaires et ce à juste titre :

- L'écart important entre les engagements de campagne en 2012- très ancrés à gauche- et les mesures prises durant l'ensemble du mandat par Jean-Marc Ayrault puis surtout de Manuel Valls qui s'inspiraient d'une logique plutôt libérale dans laquelle les classes populaires, non seulement ne se reconnaissaient pas, mais tendaient à considérer que la droite et la gauche de gouvernement proposaient à peu de choses près la même politique économique.
- La mise en avant d'Emmanuel Macron en tant que ministre de l'Économie, qui a mis en place une politique libérale et procédé à une dérégulation du droit du travail.

Ce mandat a donné l'impression aux classes défavorisées d'un grand écart entre l'objectif affiché dans la campagne de 2012, à savoir la réduction des inégalités, et la mise en œuvre non annoncée dans la campagne, d'une politique économique d'inspiration néo libérale par Emmanuel Macron.

Pour ne prendre que deux exemples, nombre de critiques ont accompagné la création du CICE et surtout de la « loi travail ».

La première proposait des mesures et allègements de charges pour les entreprises, mais certaines qui n'en avaient pas besoin en ont bénéficié. Certains de leurs dirigeants en ont profité pour railler l'absence par le gouvernement de discrimination entre les entreprises en difficulté et celles qui n'avaient aucunement besoin d'aides de l'État. Ces mêmes dirigeants, souvent engagés ou proches des partis de droite, ont raillé ce qu'ils ont estimé être une politique de gaspillage des fonds publics.

La « loi travail », quant à elle, autorisant aux accords d'entreprise de déroger aux accords de branches au niveau des congés, du temps de travail et des heures supplémentaires, a été littéralement vécue comme une provocation par les salariés, d'autant que, faute d'accord de la majorité présidentielle, Manuel Valls a dû recourir au 49-3 pour valider ce texte de loi.

Cette désaffection du PS par les classes populaires a été amplifiée par le mouvement des frondeurs qui a littéralement coupé en deux une majorité déjà fragilisée

3. La campagne de 2017

Pour plusieurs raisons, les militants ont très douloureusement ressenti la campagne de 2017. En premier lieu, le fait que François Hollande ne se présente pas a constitué un aveu de très grande faiblesse du PS.

D'autre part, la surprise née de la primaire opposant Manuel Valls et Benoît Hamon, est d'avoir donné au PS un candidat à la présidentielle ancré à la gauche du parti, rendant improbable la victoire, car le centre gauche ne pouvait se reconnaître dans un candidat perçu par eux comme à l'extrême gauche. Cette période a non seulement fracturé le parti, mais aussi entraîné le départ vers « La République en Marche » de nombre de dirigeants et de militants.

4. L'engagement dans la NUPES

Emmanuel Macron ayant été réélu par défaut et non par conviction, les élections législatives représentaient un intérêt majeur. Le très faible score de la candidate du PS, associé au bon score de la France Insoumise, a incité Jean-Luc Mélenchon à proposer une nouvelle « union de la gauche » toute à son avantage.

Le principe de l'Union à la base a très largement été validé par les classes populaires qui ne voyaient dans le futur mandat d'Emmanuel Macron qu'un nouveau régime de la droite classique.

Toutefois, l'absence de démocratie interne dans la France insoumise, associée aux turpitudes de certains de ses dirigeants ont amené nombre de socialistes à questionner et refuser cet accord. En effet certaines circonscriptions, depuis longtemps acquises au PS, se voyaient contraintes d'accepter l'effacement de leur candidat au profit d'un candidat NUPES issu de LFI et n'ayant jamais eu de véritable implantation locale.

Les propos et comportements parfois outranciers de Jean-Luc Mélenchon ont d'ailleurs progressivement distendu les liens entre les membres de la NUPES au point qu'à l'heure actuelle, celle-ci n'existe quasiment plus.

Il est à noter que rares sont les dirigeants et ministres présents sous le mandat de François Hollande, non seulement à avoir conservé leur adhésion au PS, mais surtout à avoir validé le principe de la NUPES dans les conditions où celle-ci a été construite.

Tout ceci nous amène à penser qu'il est inutile de proposer une union de la gauche pour être dans l'opposition. Il faut donc que le PS réfléchisse et propose une alternative de gouvernement social-démocrate crédible et non démagogique afin de ne pas reproduire l'erreur de la campagne et du mandat 2012-2017.

Pour la section de Guilers

JY CARN